



Synthèse des résultats de la procédure de consultation du 18 avril 2012 au 8 août 2012

concernant le projet de

modification de l'ordonnance 2 sur l'asile relative au
financement (OA 2), de l'ordonnance sur l'intégration
des étrangers (OIE) et de l'ordonnance sur l'exécution
du renvoi et de l'expulsion d'étrangers (OERE)

Table des matières

I	Partie générale	3
1.	<i>Synthèse des résultats de la procédure de consultation</i>	3
1.1.	Contexte	3
1.2.	Evaluation des avis	3
1.3.	Synthèse des résultats de la procédure de consultation concernant la modification de l'OA 2, de l'OIE et de l'OERE	4
1.3.1	Remarques générales	4
1.3.2	Principales remarques concernant l'adaptation du système de financement dans le domaine de l'aide sociale	5
1.3.3	Principales remarques concernant les modifications dans le domaine du retour et de l'aide au retour	7
2.	<i>Participants à la procédure de consultation</i>	9
II	Partie spéciale	11
1.	<i>Adaptations de l'OA 2 dans le domaine du subventionnement de l'aide sociale, notamment par l'introduction d'un nouveau système de financement</i>	11
1.1	Art. 5 : Modalités de paiement	11
1.2	Art. 20 : Durée de l'obligation de rembourser les frais	11
1.3	Art. 22 : Montant et adaptation du forfait global	12
1.4	Art. 23 : Calcul du montant total	13
1.5	Art. 23a : Contribution de base aux frais d'encadrement	14
1.6	Art. 24 : Durée de l'obligation de rembourser les frais	14
1.7	Art. 26 : Montant et adaptation du forfait global	15
1.8	Art. 27 : Calcul du montant total	16
2.	<i>Adaptations de l'ordonnance 3 sur l'asile (OA 3)</i>	17
2.1	Art. 1e : banque de données sur le financement de l'asile (Finasi)	17
3.	<i>Adaptations de l'OA 2 dans le domaine du retour et de l'aide au retour</i>	17
3.1	Art. 58 : Frais d'accompagnement	17
3.2	Art. 59 : Frais remboursables	18
3.3	Art. 59a : Indemnités de voyage	18
3.4	Art. 59a ^{bis} : Indemnité de départ (nouveau)	20
3.5	Art. 59a ^{ter} : Entretien de départ (nouveau)	22
3.6	Art. 68a : Subventions fédérales pour tâches supplémentaires	23
3.7	Art. 74 : Versement	24
3.8	Art. 74a : Frais de départ	25
3.9	Art. 76 : Départ dans un Etat tiers	26
3.10	Article 76a Départ dans un Etat non soumis à l'obligation de visa (nouveau)	26
4.	<i>Modification de l'ordonnance sur l'intégration des étrangers (OIE)</i>	27
4.1	Art. 18 : Forfait d'intégration	27
5.	<i>Modification de l'ordonnance sur l'exécution du renvoi et de l'expulsion d'étrangers (OERE)</i>	28
5.1	Art. 11 : Service aéroportuaire et prestations dans les aéroports	28
5.2	Art. 15 : Participation aux frais de détention	29
5.3	Art. 15a : Saisie des données dans le domaine des mesures de contrainte	30
6.	<i>Dispositions transitoires de l'OA 2</i>	31
7.	<i>Entrée en vigueur de la modification de l'OA 2, de l'OIE et de l'OERE</i>	32

I Partie générale

1. Synthèse des résultats de la procédure de consultation

1.1. Contexte

Le financement de l'aide sociale et de l'intégration par des forfaits globaux introduit au 1^{er} janvier 2008 a partiellement entraîné, en pratique, des incitations inadéquates en matière d'intégration professionnelle. La présente modification d'ordonnances vise à supprimer ces incitations inadéquates.

Dans le domaine du retour, il est devenu indispensable de réexaminer les indemnités forfaitaires versées aux cantons pour couvrir leurs dépenses et de modifier partiellement leur réglementation. De plus, sur recommandation de la Commission de gestion du Conseil national, il y a lieu de renforcer la concrétisation des droits de l'enfant pour les mineurs placés en détention administrative. Ainsi, les données relatives à la représentation juridique et à l'assistance en leur faveur seront récoltées dans toute la Suisse.

Afin d'accélérer l'exécution des renvois, il convient en outre de permettre le versement d'une indemnité de voyage plus élevée pour les personnes en détention administrative qui, lors de leur entretien de départ, se déclarent disposées à quitter la Suisse de manière autonome. De plus, la Confédération doit pouvoir verser au cas par cas, à certaines conditions, une indemnité de départ aux personnes dont l'exécution du renvoi est bloquée.

L'abandon, lors de la dernière modification de l'ordonnance 2 sur l'asile du 24 octobre 2007 relative au financement¹, de la pratique en matière d'aide au retour qui consistait à verser un montant en espèces a permis d'accroître tant la qualité que la visibilité d'une utilisation efficace des ressources. L'offre actuelle de l'aide au retour individuelle, qui combine le versement d'un forfait à une aide complémentaire adaptée aux besoins de la personne et octroyée dans le pays de provenance, a fait ses preuves. Il convient donc, en principe, de poursuivre sur cette voie. La principale modification consiste en une plus grande souplesse pour les cas difficiles. Lorsqu'un requérant n'a ni logement ni revenu dans son pays de provenance, il doit faire face à la superposition de deux problèmes. Aussi est-il indispensable de contribuer à résoudre *les deux problèmes* plutôt que de devoir, comme auparavant, opter pour *l'un* d'entre eux.

Par décision du 18 avril 2012, le Conseil fédéral a autorisé le DFJP à mener une procédure de consultation auprès des cantons, des partis politiques, des organisations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne, ainsi qu'auprès des organisations faîtières de l'économie et des milieux intéressés.

La consultation concernant la modification de l'ordonnance 2 sur l'asile relative au financement (OA 2), de l'ordonnance sur l'intégration des étrangers (OIE) et de l'ordonnance sur l'exécution du renvoi et de l'expulsion d'étrangers (OERE) s'est déroulée du 18 avril 2012 au 8 août 2012. Dans l'ensemble, 47 prises de position ont été remises (26 cantons; 4 partis politiques et 17 autres acteurs intéressés comme la CDAS, l'ASM, la CFM, Caritas, l'OSAR, Sosp, la CRS et le HCR).

1.2. Evaluation des avis

Lorsque des participants à la consultation ont communiqué leur avis sans pour autant s'exprimer sur chaque proposition de modification, leur silence est interprété comme un assentiment. Les participants qui n'ont pris position que sur un ou deux points apparaissent quant à eux dans la rubrique « Aucune remarque » s'agissant des autres propositions. Les organismes invités à s'exprimer mais qui ont expressément renoncé à le faire figurent sur la liste y afférente, présentée au ch. 2 (Liste des participants à la procédure d'audition) ci-après.

¹ RO 2007 5585

1.3. Synthèse des résultats de la procédure de consultation concernant la modification de l'OA 2, de l'OIE et de l'OERE

1.3.1 Remarques générales

Le tableau ci-dessous donne un aperçu schématique des positions des participants à la procédure de consultation.

La ligne « **Approbation** » contient les participants qui approuvent les modifications. 7 cantons, 2 partis et 6 autres organisations approuvent les modifications dans le domaine des subventions. Les modifications proposées dans le domaine du retour sont approuvées par 17 cantons, 2 partis et 14 autres organisations.

La ligne « **Approbation de principe avec réserves** » mentionne les participants qui approuvent les propositions tout en émettant des réserves sur certains points. Ils peuvent, par exemple, approuver les propositions sous réserve qu'elles n'entraînent aucun frais supplémentaire ni aucun transfert de charges de la Confédération vers les cantons. Dans le domaine des subventions, cette catégorie regroupe 11 cantons, 2 partis et 7 autres organisations; dans le domaine du retour, 9 cantons, 1 parti et 1 autre organisation. Les réserves formulées concernent en particulier le versement de l'indemnité de départ et le montant, jugé insuffisant, du forfait accordé pour couvrir les frais de détention administrative.

La ligne « **Objections fondamentales ou rejet** » liste les participants qui, pour diverses raisons, rejettent les modifications. Il s'agit, dans le domaine des subventions, de 8 cantons et 3 autres organisations et, dans celui du retour, d'un parti et une autre organisation.

En résumé, il s'avère que 35 des 47 participants approuvent en substance les modifications proposées dans le **domaine des subventions**. Les cantons romands (sans le Valais) ainsi que Berne, le Tessin et Zoug se prononcent contre le nouveau système de financement. Dans le **domaine du retour**, 45 des 47 participants approuvent les modifications en matière de retour et d'aide au retour. L'UDC et l'association « Solidarité sans frontières » rejettent le principe des modifications proposées.

Aperçu général

Domaine des subventions (OA 2, OA 3, OIE)	Cantons	Partis politiques	Autres organisations
Approbation	GL, GR, NW, OW, TG, UR, VS	MCR, PS	CP, CFM, FMH, CDAS, CRS, TS
Approbation de principe avec réserves	AG, AI, AR, BL, BS, LU, SG, SH, SO, SZ, ZH,	PLR, UDC	Caritas, ACS, FIMM, OSAR, USAM, UVS, HCR
Objections fondamentales ou rejet	BE, FR, GE, JU, NE, TI, VD, ZG		USS, Sosf, ASM
Aucune remarque			OIM
Renonciation explicite à une prise de position			Union patronale suisse / Conférence suisses des directeurs cantonaux de l'instruction publique / Société suisse des employés de commerce

Domaine du retour et de l'aide au retour (OA 2, OERE)	Cantons	Partis politiques	Autres organisations
Approbation	BE, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, SG SH, SZ, TI, VD, VS, ZG	PLR, PS	Caritas, CP, CFM, FIMM, FMH, OIM, OSAR, USS, USAM, CRS, UVS, TS, HCR, ASM
Approbation de principe avec réserves	AG, AI, AR, BL, OW, SO, TG, UR, ZH	MCR	ACS
Objections fondamentales ou rejet		UDC	Sosf
Aucune remarque			CDAS
Renonciation explicite à une prise de position			Union patronale suisse / Conférence suisses des directeurs cantonaux de l'instruction publique / Société suisse des employés de commerce

1.3.2 Principales remarques concernant l'adaptation du système de financement dans le domaine de l'aide sociale

a) Approbation

GL, GR, NW, OW, TG, UR, VS, MCR, PS, CP, CFM, FMH, CDAS, CRS, TS, HCR : saluent le nouveau système de financement.

b) Approbation sous réserve de la neutralité des coûts / adéquation

AR, BL, BS, LU, SG, SH, SO, SZ, ZH, PLR, UDC, ACS, USAM, UVS : approuvent le nouveau système de financement sous réserve de la neutralité des coûts, c.à-d. que le système ne doit entraîner aucun transfert de coûts de la Confédération vers les cantons.

AG, AI, SH, Caritas : approuvent l'objectif du nouveau système de financement mais doutent de l'adéquation de ce dernier en vue de la réalisation de cet objectif.

c) Rejet

TI, ZG, ASM : rejettent le nouveau système de financement au motif que les calculs de l'ODM ne permettent pas de démontrer (de manière concluante) que la modification du système de subventions aura un effet neutre sur les coûts.

BE : rejette le nouveau système de financement car il ne contribue pas à une intégration durable des personnes concernées (justification matérielle à ce sujet cf. let. e).

FR, GE, JU, NE, TI, VD : rejettent le nouveau système de financement (FG 1 et/ou 2)² car il ne tient pas suffisamment compte des différences entre les cantons sur le plan socioéconomique et sur le marché du travail, renforce les différences intercantionales en matière de taux de couverture des subventions fédérales versées pour couvrir les coûts liés à l'aide sociale et entraîne, pour le canton, une réduction significative des subventions fédérales. Ces participants estiment par ailleurs que le système n'est pas neutre sur le plan des coûts.

² **FG 1** : forfait global pour les requérants d'asile et les personnes admises à titre provisoire; **FG 2** : forfait global pour les réfugiés.

d) Facteur W

AR, BS, FR, GE, GR, JU, LU, NE, OW, SG, SH, SO, UR, VD, ZH, CDAS, ASM, PLR, Caritas, ACS, CP, OSAR : approuvent la suppression du facteur W.

e) Incitation à l'intégration sur le marché du travail

AG, AI, AR, FR, GR, LU, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, UR, VS, PLR, PS, UDC, CDAS, ACS, CFM, TS, Sosf, HCR, ASM : approuvent l'incitation financière à l'intégration sur le marché du travail.

BE, Caritas, FIMM, OSAR, UVS : rejettent la priorisation de l'encouragement de l'intégration professionnelle car elle vise uniquement une intégration rapide sur le marché du travail et non une intégration durable des personnes concernées. De plus, l'intégration sur le marché du travail dépend de nombreux facteurs externes sur lesquels les cantons n'ont pas d'influence.

AG, USS : considèrent que ce sont la conjoncture (AG) et la situation spécifique des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire sur le marché du travail et non un système incitatif qui déterminent les chances de succès de ces personnes dans la recherche d'un emploi.

PS, HCR, Caritas, Sosf, FIMM : proposent que les requérants d'asile en âge de travailler profitent également du nouveau système incitatif (intégration sur le marché du travail) afin d'améliorer et d'accélérer leur intégration.

Caritas, FIMM, OSAR : estiment problématique de lier les subventions versées en matière d'aide sociale à l'encouragement de l'intégration. Caritas et le FIMM proposent plutôt de verser un forfait unique pour chaque nouvelle personne entrant dans la vie active et ce, en guise d'incitation pour les cantons.

USAM : considère que les mesures proposées ne doivent inclure aucune obligation pour les employeurs d'engager des requérants d'asile et ne doivent pas non plus permettre que les requérants d'asile concurrencent la main-d'œuvre indigène.

f) Remarques générales concernant le système de financement

FIMM, USS, OSAR, Sosf, UVS : trouvent que le nouveau système de financement est (trop) compliqué.

BE, NE, ZG, Caritas, FIMM, Sosf, USS, UVS, OSAR : rejettent la réduction du forfait global.

g) Entrée en vigueur des modifications

CDAS : estime impératif que le nouveau système de financement entre en vigueur le premier jour d'une année civile.

h) Evaluation

OW, UR, CP, CRS, USAM : proposent que le nouveau système de financement soit évalué au plus tard après 3 à 5 ans et, si nécessaire, ajusté.

SG : suggère l'introduction d'un controlling afin d'évaluer en permanence le degré de couverture des forfaits globaux.

UCS : propose que la Confédération examine régulièrement le montant total versé aux cantons afin de financer des structures appropriées.

i) Propositions non liées à la thématique du projet

ZH : propose que le subventionnement des coûts de l'aide d'urgence soit ajusté en augmentant le forfait d'aide d'urgence, lequel ne couvre pas les coûts.

UDC : suggère que le forfait d'aide d'urgence versé aux cantons, actuellement fixé à 6000 francs dans l'ordonnance 2 sur l'asile (art. 28 et 29), soit réduit dans le cadre de la présente modification d'ordonnance et ce, afin d'inciter les cantons à accélérer l'exécution des renvois.

PLR : est favorable à l'abaissement du niveau de soutien accordé aux requérants d'asile, lesquels ne toucheraient plus l'aide sociale mais uniquement l'aide d'urgence pendant la durée de la procédure d'asile et propose d'introduire d'ores et déjà cette modification en adaptant l'OA 2.

HCR : souhaiterait que les personnes admises à titre provisoire puissent également bénéficier d'un statut juridique positif et sûr qui reflète leur besoin de protection (« statut humanitaire »).

1.3.3 Principales remarques concernant les modifications dans le domaine du retour et de l'aide au retour

a) Approbation

BE, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, SG, SH, SZ, TI, VD, VS, ZG, PLR, PS, Caritas, CP, CFM, FIMM, FMH, OIM, OSAR, USS, USAM, CRS, UVS, TS, HCR, ASM : approuvent et soutiennent les modifications proposées dans le domaine du retour et de l'aide au retour.

SG : demande à la Confédération de renoncer à exiger des cantons qu'ils remettent une demande dûment justifiée en vue du versement d'une indemnité de départ.

b) Approbation sous réserve du versement de l'indemnité de départ

AG, AI, AR, BL, OW, SO, TG, UR, ZH, MCR, USAM : estiment problématique d'accorder une nouvelle indemnité de départ d'un montant maximal de 2000 francs également aux personnes exclues de l'aide au retour en vertu de l'art. 64, al. 1, OA 2 (personnes condamnées ou récalcitrantes). Même si ce montant n'est pas épuisé, la différence avec « l'aide au retour ordinaire » est bien trop faible. Par conséquent, la mesure n'incite guère à quitter le pays de manière volontaire ou autonome plus en amont de la procédure.

Les participants soutiennent les mesures qui rendent l'aide au retour aussi variée et attractive que possible. Par contre, les personnes qui ne se laissent pas convaincre par cette offre et continuent à se montrer récalcitrantes ou à se comporter de manière répréhensible ne doivent pas pouvoir bénéficier de ces prestations complémentaires. Les mesures d'exécution doivent systématiquement être appliquées à l'égard de ces personnes.

c) Approbation sous réserve du versement de l'indemnité de voyage et de l'indemnité de départ

SO : approuve, de manière générale, tous les efforts entrepris en vue du départ durable des personnes renvoyées. Le versement d'indemnités de voyage et d'indemnités de départ n'est pas pertinent car il affaiblit le retour volontaire bien plus qu'il ne le renforce. Les personnes tenues au départ ne vont pas souscrire aux offres existantes d'aide au retour si elles peuvent repousser la date de leur renvoi en adoptant dès le début une position de refus de coopérer. De plus, les conditions cumulatives exigées pour la demande d'une indemnité de départ ne sont pas clairement formulées. Devoir indiquer la durée probable de l'obtention des documents de voyage n'est pas une mesure applicable dans la pratique car ni l'autorité chargée d'exécuter le renvoi ni l'ODM ne sont en mesure de fournir des renseignements sur cette durée.

d) Rejet

UDC : rejette clairement l'extension de l'aide au retour, déjà substantielle dans sa forme actuelle. L'UDC craint que cette mesure renforce considérablement l'attractivité de la Suisse comme pays d'asile et d'immigration. Si le Conseil fédéral devait néanmoins maintenir cette mesure, il faudrait impérativement que les dépenses en matière d'aide au retour soient prises en charge par le biais des crédits-cadre d'aide au développement. Ces dépenses sont aujourd'hui déjà, à juste titre, mentionnées dans l'APD (toutes les dépenses de l'aide

publique au développement) et sont donc prises en compte dans le volume d'aide publique exprimé par rapport au revenu national brut (RNB).

Sosf : estime que l'assouplissement partiel des conditions permettant d'accéder à l'aide au retour constitue un progrès minime. En revanche, Sosf rejette l'orientation politique à la base de ces modifications. Considérant que « l'aide au retour » est ici utilisée comme instrument de contrôle de la migration, Sosf rappelle que le rapport explicatif la présente notamment comme un « encouragement actif au retour ». L'objectif est clairement d'inciter davantage de personnes (essentiellement parmi celles qui relèvent du domaine de l'asile) à quitter la Suisse. L'introduction d'un entretien de départ pendant la détention administrative constitue l'une des modifications les plus discutables du projet. S'il semble que ces entretiens pourront être menés par des tiers (et donc par des représentants d'ONG comme cela se faisait déjà dans le système du conseil en vue du retour), ces derniers ne disposent, notamment, d'aucune compétence décisionnelle concernant l'octroi effectif des indemnités de voyage et des indemnités de départ.

e) Forfaits pour les prestations de service dans les aéroports

BE, TI, ZH : demandent que l'art. 11, al. 3, OERE soit adapté. Les coûts liés à l'accueil à l'aéroport et à l'escorte policière jusqu'à l'avion sont supérieurs aux 300 francs et 1200 francs par personne mentionnés dans cette disposition.

f) Forfait accordé pour les frais de détention

La majorité des cantons approuvent le fait que la Confédération encourage l'exécution du renvoi des étrangers frappés d'une décision de renvoi exécutoire et ce, notamment à partir des centres d'enregistrement et de procédure (CEP). Ils exigent cependant que le forfait accordé pour les frais de détention, actuellement de 140 francs, soit augmenté. La majorité des participants souhaite qu'il passe au moins à 200 francs. Certains cantons évoquent des montants encore plus élevés.

SG, TG proposent de ne pas fixer de montant à l'art. 15, al. 1. et d'aligner l'indemnisation sur les coûts effectifs supportés par le canton qui abrite l'établissement de détention concerné.

2. Participants à la procédure de consultation

Cantons :

AG	Canton d'Argovie, Conseil d'Etat
AI	Canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures, Landammann et Conseil d'Etat
AR	Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures, Conseil d'Etat
BE	Canton de Berne, Conseil-exécutif
BL	Canton de Bâle-Campagne, Conseil d'Etat
BS	Canton de Bâle-Ville, Conseil d'Etat
FR	Etat de Fribourg, Conseil d'Etat
GE	République et canton de Genève, Conseil d'Etat
GL	Canton de Glaris, Conseil d'Etat
GR	Canton des Grisons, Gouvernement
JU	République et Canton du Jura, Gouvernement
LU	Canton de Lucerne, Département de la santé et des affaires sociales
NE	République et Canton de Neuchâtel, Conseil d'Etat
NW	Canton de Nidwald, Landammann et Conseil d'Etat
OW	Canton d'Obwald, Conseil d'Etat
SG	Canton de Saint-Gall, Gouvernement
SH	Canton de Schaffhouse, Département de l'intérieur
SO	Canton de Soleure, Conseil d'Etat
SZ	Canton de Schwyz, Conseil d'Etat
TG	Canton de Thurgovie, Conseil d'Etat
TI	République et canton du Tessin, Conseil d'Etat
UR	Canton d'Uri, Landammann et Conseil d'Etat
VD	Canton de Vaud, Conseil d'Etat
VS	Canton du Valais, Conseil d'Etat
ZG	Canton de Zoug, Conseil d'Etat
ZH	Canton de Zurich, Conseil d'Etat

Partis politiques :

FDP / PLR	FDP.Die Liberalen / PLR.Les Libéraux-Radicaux
MCR	Mouvement citoyens romand
SP / PS	Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Parti socialiste suisse
SVP / UDC	Schweizerische Volkspartei / Union démocratique du centre

Associations faitières des communes, des villes et des régions de montagne :

chgemeinden / ACS	Association des communes suisses
SSV / UVS	Schweizerischer Städteverband / Union des villes suisses

Autres milieux intéressés :

Caritas	Caritas Suisse
CP	Centre Patronal

EKM / CFM	Commission fédérale pour les questions de migration
FIMM	Forum pour l'intégration des migrantes et des migrants
FMH	Fédération des médecins suisses
IOM / OIM	Organisation internationale pour les migrations
SFH / OSAR	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
SGB / USS	Schweizerischer Gewerkschaftsbund / Union syndicale suisse
SGV / USAM	Schweizerischer Gewerbeverband / Union suisse des arts et métiers
SODK / CDAS³	Conférence des directeurs et directrices cantonaux des affaires sociales
SRK / CRS	Croix-Rouge suisse
Sosf	Solidarité sans frontières
TS	Travail.Suisse
UNHCR / HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
VKM / ASM	Association des services cantonaux de migration

Ont expressément renoncé à prendre position:

Union patronale suisse
Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP)
Société suisse des employés de commerce

³ Laisse les cantons libres de prendre position de manière détaillée sur les différentes modifications.

II Partie spéciale

1. Adaptations de l'OA 2 dans le domaine du subventionnement de l'aide sociale, notamment par l'introduction d'un nouveau système de financement

1.1 Art. 5 : Modalités de paiement

Art. 5, al. 5

Abrogé

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, NE, NW, OW, SH, SO, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: MCR, SP, SVP

Interessierte Kreise: Caritas, chgemeinden, CP, EKM, FIMM, SFH, SGV, SRK, SSV

Rejet

Kantone: BE, LU, SG

Parteien: FDP

Aucune remarque

SZ, FMH, IOM, SGB, SODK, Sosf, TS, UNHCR, VKM

1.2 Art. 20 : Durée de l'obligation de rembourser les frais

Art. 20 Phrase introductive

La Confédération verse aux cantons des forfaits globaux mensuels pour les personnes pendant la durée de la procédure d'asile, de l'admission provisoire ou de la protection temporaire. Elle verse ce forfait à compter du début du mois qui suit l'attribution de l'intéressé à un canton, la décision relative à l'octroi de l'admission provisoire ou la protection temporaire, jusqu'à la fin du mois où:

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BL, BS, FR, GL, GR, LU, NW, OW, SG, SH, SO, TG, SZ, UR, VS, ZG, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP, SVP

Interessierte Kreise: Caritas, chgemeinden, CP, EKM, FIMM, FMH, SFH, SGV, SODK, SRK, SSV, Sosf, UNHCR, VKM

Rejet

Kantone: BE, GE, JU, NE, TI

Interessierte Kreise: SGB

Aucune remarque

VD, TS, IOM

1.3 Art. 22 : Montant et adaptation du forfait global

Art. 22, al. 1 et 5

¹ La Confédération verse aux cantons un forfait global mensuel pour chaque bénéficiaire de l'aide sociale. Ce forfait s'élève, en moyenne suisse, à 1430,17 francs (indice au 31 oct. 2008).

⁵ La part destinée aux frais de loyer s'élève à 220,42 francs, celle consacrée aux autres dépenses liées à l'aide sociale à 630,95 francs et celle dévolue à l'encadrement se monte à 279,95 francs. Ces parts sont calculées sur la base de l'indice suisse des prix à la consommation, de 116,7 points (état au 31 oct. 2008). A la fin de chaque année, l'ODM les adapte, en fonction de l'évolution de l'indice, pour l'année civile suivante.

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BL (eher zustimmend), BS, GL, GR, LU, OW, SH, SO, SZ, TG, VS, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP, SVP

Interessierte Kreise: chgemeinden, CP, EKM, FMH, SFH (nur zu separater Ausweisung der Betreuungskosten in Absatz 5), SGV, SODK, SRK, UNHCR (eher zustimmend)

BS, SVP: Das neue System wird nur unter der Voraussetzung gutgeheissen, dass es kostenneutral ist.

SZ: Die Kostenneutralität des neuen Systems muss aber noch nachgewiesen werden, z.B. durch parallele Anwendung des alten und neuen Systems während einem Quartal.

AR, AI, LU, SH: Die Berechnungen des BFM betreffend Kostenneutralität der Änderung des Subventionierungssystems lassen sich aber nicht (schlüssig) nachvollziehen.

LU, OW: Die vorgeschlagene Monatspauschale ist aber zu erhöhen, da sie die effektiven Kosten der Kantone nicht deckt (OW), da die Reduktion von der Tages- zur Monatspauschale zu gross ist (LU).

SO: Auf die betragsmässige Ausweisung der Betreuungskosten ist aber zu verzichten, da dadurch der kantonale Spielraum bei der Subventionsverwendung eingeschränkt wird.

SRK: ist der Auffassung, dass die Anteile für die Sozialhilfe und die Betreuung zu knapp bemessen sind.

UNHCR: begrüsst die Koppelung an den Landesindex der Konsumentenpreise (LIK).

Rejet

Kantone: BE, FR, GE, JU, NE, NW, SG, UR, VD, TI, ZG

Interessierte Kreise: Caritas, FIMM, SFH, SGB, Sösf, SSV, VKM

AI, AR, LU, SG, ZG, VKM, SSV: Die Berechnungen des BFM betreffend Kostenneutralität der Änderung des Subventionierungssystems lassen sich nicht (schlüssig) nachvollziehen.

NW, UR, SG, Caritas, Sösf: Die vorgeschlagene Monatspauschale ist zu erhöhen, da sie die effektiven Kosten der Kantone nicht deckt.

GE, NW, SGB, SSV: Die vorgeschlagene Monatspauschale ist zu erhöhen, da sie im Vergleich zum geltenden System zu tief oder nicht kostenneutral ist.

Aucune remarque

IOM, TS

Propositions

FR, JU, NE, SZ, ZG: Die kostenneutrale Umrechnung der neuen Globalpauschale ist zu überprüfen.

LU, UNHCR: Für vorläufig aufgenommene Personen (und Asylsuchende; UNHCR) ist die Globalpauschale für Flüchtlinge und nicht diejenige für Asylsuchende zu entrichten, da diese Personen wie Flüchtlinge zu integrieren sind.

1.4 Art. 23 : Calcul du montant total

Art. 23 Calcul du montant total

¹ Le montant total (B) en francs que la Confédération est tenue de verser, par canton et par mois, se fonde sur les données enregistrées dans la banque de données de l'ODM. Il est calculé selon la formule suivante:

$B = \text{nombre de bénéficiaires de l'aide sociale le premier jour du mois} \times \text{forfait global mensuel adapté au canton} + \text{contribution de base aux frais d'encadrement.}$

² Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale (SP) est calculé selon la formule suivante:

$$SP = P - ETAS - BETVA$$

étant établi que:

P = nombre de requérants d'asile, de personnes admises à titre provisoire et de personnes à protéger sans autorisation de séjour indiqués comme présents le premier jour du mois;

ETAS = nombre de requérants d'asile (âgés de 18 à 65 ans) exerçant une activité lucrative le premier jour du mois;

BETVA = nombre consolidé de personnes admises à titre provisoire et de personnes à protéger (âgées de 18 à 65 ans) sans autorisation de séjour exerçant une activité lucrative.

Le nombre consolidé est obtenu par la formule suivante:

$$BETVA = EAVA \times (EQCH + ALQCH - ALQKT)$$

étant établi que:

EAVA = nombre de personnes admises à titre provisoire et de personnes à protéger sans autorisation de séjour en âge d'exercer une activité lucrative le premier jour du mois (âgées de 18 à 65 ans);

EQCH = taux d'activité moyen suisse des personnes admises à titre provisoire et des personnes à protéger (âgées de 18 à 65 ans) sans autorisation de séjour exerçant une activité lucrative le premier jour du mois;

ALQCH = taux de chômage enregistré le mois précédent pour la population étrangère établie en Suisse selon les données fournies par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO);

ALQKT = taux de chômage cantonal enregistré le mois précédent pour la population étrangère établie dans le canton selon les données fournies par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

³ La Confédération alloue à chaque canton une contribution de base de 28 206 francs par mois pour le maintien d'une structure d'encadrement minimale. Cette contribution est calculée sur la base de l'indice suisse des prix à la consommation, de 116,7 points (état au 31 oct. 2008). A la fin de chaque année, l'ODM l'adapte, en fonction de l'évolution de l'indice, pour l'année civile suivante.

⁴ *Abrogé*

Approbation

Kantone: AG, AI (eher zustimmend), AR, BL, BS, GL, GR, NW (nur bzgl. Sockelbeitrag, Abs. 3), OW, SG, SO, SZ, TG, UR, VS, ZH,

Parteien: MCR, SP, SVP

Interessierte Kreise: chgemeinden, CP, EKM, FMH, SGV, SRK, SODK, TS, UNHCR (eher zustimmend)

AI, SZ, chgemeinden: Der Aspekt der Teilzeit- oder Niedriglohnbeschäftigung ist bei der Subventionsberechnung zu wenig gewichtet.

SRK: Die neue und komplexe Berechnungsart darf aber auf der Ebene der Kantone nicht zu mehr Verwaltungsaufwand führen.

UNHCR: begrüsst die Koppelung an den Landesindex der Konsumentenpreise (LIK).

Rejet

Kantone: BE, FR, GE, JU, LU, NE, NW (eher ablehnend), SH (eher ablehnend) VD, TI, ZG (eher ablehnend)

Parteien: FDP

Interessierte Kreise: Caritas, FIMM, SFH (eher ablehnend), SGB, Sosf, SSV, VKM

NW, SH, VKM: Der Aspekt der Teilzeit- oder Niedriglohnbeschäftigung ist bei der Subventionsberechnung zu wenig gewichtet.

Aucune remarque

IOM

Propositions

VD: Klarstellen, dass in der Formel nur die VA -7, d.h. vorläufig aufgenommene Personen, deren Einreise vor weniger als 7 Jahren erfolgt ist, gemeint sind.

AG: Das Ende des Erwerbsalters ist bei 60 Jahren festzulegen.

1.5 Art. 23a : Contribution de base aux frais d'encadrement

Art. 23a

Abrogé

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BL, BS, FR, GL, GR, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, UR, VS, ZG, ZH,

Parteien: FDP, MCR, SP, SVP

Interessierte Kreise: Caritas, chgemeinden, CP, EKM, FIMM, FMH, SODK, SFH, SGV, SRK, VKM

Rejet

Kantone: BE, GE, JU, TI, VD

Interessierte Kreise: SGB

Aucune remarque

IOM, Sosp, SSV, TS, UNHCR

1.6 Art. 24 : Durée de l'obligation de rembourser les frais

Art. 24, al. 1 (phrase introductive) et al. 4 (phrase introductive)

¹ La Confédération verse aux cantons des forfaits globaux mensuels pour les réfugiés et les apatrides. Elle verse ces forfaits à compter du début du mois qui suit la décision d'octroi de l'asile, du statut de réfugié admis à titre provisoire ou de la reconnaissance du statut d'apatride jusqu'à la fin du mois où:

⁴ La Confédération verse également aux cantons un forfait global mensuel en faveur des réfugiés au bénéfice de l'aide sociale qui ont obtenu une autorisation d'établissement, ce forfait n'étant toutefois dû, au plus tard, que jusqu'à ce que les intéressés soient pour la première fois devenus autonomes sur le plan économique, lorsqu'ils:

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BL, BS, FR, GL, GR, LU, NE, NW, OW, SZ, TG, UR, VS, ZG, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP, SVP

Interessierte Kreise: Caritas, chgemeinden, CP, EKM, FIMM, FMH, SFH, SGV, SRK, SODK, Sosp, SSV, UNHCR, VKM

AR: Umstellung auf Monatspauschale darf aber nicht zu Schlechterstellung gegenüber der bisherigen Tagespauschale führen

Rejet

Kantone: BE, GE, JU, SG (eher ablehnend), SH, SO, TI

Interessierte Kreise: SGB

SH, SO: Die generelle Beendigung der Subventionierung für erstmals sozialhilfeunabhängige Flüchtlinge ist nicht akzeptabel.

Aucune remarque

VD, TS, IOM

1.7 Art. 26 : Montant et adaptation du forfait global

Art. 26, al. 1 et 5

¹ La Confédération verse aux cantons, pour chaque bénéficiaire de l'aide sociale, un forfait global mensuel. La moyenne suisse de ce forfait s'élève à 1507,83 francs (indice au 31 oct. 2008).

⁵ La part destinée aux frais de loyer s'élève à 320,87 francs, celle consacrée aux autres dépenses liées à l'aide sociale à 845,92 francs et celle dévolue à l'encadrement et à l'administration se monte à 275,27 francs. Ces parts sont calculées sur la base de l'indice suisse des prix à la consommation, de 116,7 points (état au 31 oct. 2008). A la fin de chaque année, l'ODM adapte les parts du forfait global, en fonction de l'évolution de l'indice, pour l'année civile suivante.

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BL (eher zustimmend), BS, GL, GR, LU, OW, SH, SO, TG, SZ, UR, VS, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP, SVP

Interessierte Kreise: chgemeinden, CP, EKM, FMH, SFH (nur zu separater Auweisung der Betreuungs- und Verwaltungskosten in Absatz 5), SGV, SODK, SRK, UNHCR

SZ: Die Kostenneutralität des neuen Systems muss aber nachgewiesen werden, z.B. durch parallele Anwendung des alten und neuen Systems während einem Quartal.

AR, AI, LU, SH: Die Berechnungen des BFM betreffend Kostenneutralität der Änderung des Subventionierungssystems lassen sich aber nicht (schlüssig) nachvollziehen.

AR: Die vorgeschlagene Monatspauschale für Flüchtlinge ist aber zu erhöhen, da sie die effektiven Kosten der Kantone nicht deckt.

UNHCR: begrüsst die Koppelung an den Landesindex der Konsumentenpreise (LIK).

Rejet

Kantone: BE, FR, GE, JU, NE, NW, SG (eher ablehnend), TI, VD, ZG

Interessierte Kreise: Caritas, FIMM, SFH, SGB, Sösf, SSV, VKM

SG, ZG, VKM: Die Berechnungen des BFM betreffend Kostenneutralität der Änderung des Subventionierungssystems lassen sich nicht (schlüssig) nachvollziehen.

GE, NW: Die vorgeschlagene Monatspauschale ist zu erhöhen, da sie im Vergleich zum geltenden System zu tief oder nicht kostenneutral ist.

Caritas, SFH: Sowohl der Betrag für die Betreuungs- wie auch für die Mietkosten fällt tiefer aus. Dabei wurde die Entwicklung der Mietpreise nicht berücksichtigt.

Aucune remarque

TS, IOM

Propositions

NE, ZG: Die kostenneutrale Umrechnung der neuen Globalpauschale ist zu überprüfen.

1.8 Art. 27 : Calcul du montant total

Art. 27 Calcul du montant total

¹ Le montant total (B) en francs que la Confédération est tenue de verser, par canton et par mois, se fonde sur les données enregistrées dans la banque de données de l'ODM. Il est calculé selon la formule suivante:

$B = \text{nombre de bénéficiaires de l'aide sociale le premier jour du mois} \times \text{forfait global mensuel adapté au canton.}$

² Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale (SP) est calculé selon la formule suivante:

$$SP = P - BETF$$

étant établi que:

P = nombre de réfugiés, d'apatrides et de personnes à protéger titulaires d'une autorisation de séjour indiqués comme présents le premier jour du mois;

BETF = nombre consolidé de réfugiés, d'apatrides et de personnes à protéger (âgés de 18 à 65 ans) titulaires d'une autorisation de séjour exerçant une activité lucrative.

Le nombre consolidé est obtenu par la formule suivante:

$$BETF = EAF \times (EQCH + ALQCH - ALQKT)$$

étant établi que:

EAF = nombre de réfugiés, d'apatrides et de personnes à protéger titulaires d'une autorisation de séjour en âge d'exercer une activité lucrative le premier jour du mois (âgés de 18 à 65 ans);

EQCH = taux d'activité moyen suisse de réfugiés, d'apatrides et de personnes à protéger (âgés de 18 à 65 ans) titulaires d'une autorisation de séjour exerçant une activité lucrative le premier jour du mois;

ALQCH = taux de chômage enregistré le mois précédent pour la population étrangère établie en Suisse selon les données fournies par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO);

ALQKT = taux de chômage cantonal enregistré le mois précédent pour la population étrangère établie dans le canton selon les données fournies par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

Approbation

Kantone: AG, AI (eher zustimmend), AR, BL, BS, GL, GR, LU, NW, OW, SO, SZ, TG, UR, VS, ZG, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP, SVP

Interessierte Kreise: chgemeinden, CP, EKM, FMH, SGV, SODK, SRK, TS, UNHCR (eher zustimmend)

AI, SZ: Der Aspekt der Teilzeit- oder Niedriglohnbeschäftigung ist bei der Subventionsberechnung aber zu wenig gewichtet.

UR: Die Bewilligungspflicht für die Erwerbstätigkeit von Flüchtlingen mit Aufenthaltsbewilligung sollte aber - da unnötiger Verwaltungsaufwand - aufgehoben werden.

GR: Die Erfassung von Erwerbstätigkeiten muss mit geeigneten Massnahmen (klarere Rechtsgrundlage, Ausweiskennzeichnung) aber verbessert werden.

SRK: Die neue und komplexe Berechnungsart darf auf der Ebene der Kantone aber nicht zu mehr Verwaltungsaufwand führen.

Rejet

Kantone: BE, FR, GE, JU, NE, SG (eher ablehnend), SH, (eher ablehnend), TI, VD

Interessierte Kreise: Cartias, FIMM, SFH (eher ablehnend), SGB, Sosf, SSV, VKM

NW, SH VKM: Der Aspekt der Teilzeit- oder Niedriglohnbeschäftigung ist bei der Subventionsberechnung zu wenig gewichtet.

Aucune remarque

IOM

Propositions

AG: Das Ende des Erwerbsalters ist bei 60 Jahren festzulegen.

2. Adaptations de l'ordonnance 3 sur l'asile (OA 3)

2.1 Art. 1e : banque de données sur le financement de l'asile (Finasi)

III

Modification du droit en vigueur:

L'ordonnance 3 sur l'asile du 11 août 1995 relative au traitement de données personnelles est modifiée comme suit:

Art. 1e, al. 2

² Y figurent les données personnelles de requérants d'asile, de personnes admises à titre provisoire, de réfugiés et d'apatrides, à savoir leurs nom, prénom, date de naissance, nationalité, activité lucrative, numéro personnel, numéro d'assuré AVS et numéro OFS de leur commune de domicile.

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BE, BS, FR, GE, GL, GR (eher zustimmend), LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, UR, VS, ZG, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP, SVP

Aucune remarque

BL, JU, TI, VD, Caritas, chgemeinden, CP, EKM, FIMM, FMH, IOM, SGB, SGV, SFH, SODK, Sosp, SRK, SSV, TS, UNHCR, VKM

3. Adaptations de l'OA 2 dans le domaine du retour et de l'aide au retour

3.1 Art. 58 : Frais d'accompagnement

Art. 58, al. 3

Abrogé

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP, SVP

Interessierte Kreise: Caritas, chgemeinden CP, EKM, FIMM, FMH, SFH, SGV, Sosp, SSV, UNHCR, VKM

Aucune remarque

IOM, SGB, SODK, SRK, TS

3.2 Art. 59 : Frais remboursables

Art. 59, al. 1, let. c et e

¹ La Confédération prend à sa charge:

c. l'expédition des bagages jusqu'à concurrence de 200 francs par adulte et de 50 francs par enfant, mais au maximum de 500 francs par famille;

e. *Abrogé.*

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH,

Parteien: FDP, MCR, SP

Interessierte Kreise: Caritas, chgemeinden, CP, EKM, FIMM, FMH, IOM, SFH, SGB, SGV, Sösf, SRK, SSV, TS, UNHCR, VKM

Rejet

Kantone: GR (eher ablehnend)

Parteien: SVP

GR, SVP: eine mögliche generelle Ausweitung der bestehenden umfangreichen Rückkehrhilfeleistungen, welche bereits nach einem kurzfristigen Aufenthalt in der Schweiz in Anspruch genommen werden können, wird abgelehnt. Die Ausweitung der bestehenden Leistungen wird die Attraktivität der Schweiz als Asyl- bzw. Einwanderungsland zusätzlich steigern, was kontraproduktiv ist. Die heutige Formulierung von Artikel 59 Absatz 1c sowie auch von Artikel 74a Absatz 1 ist deshalb beizubehalten.

Aucune remarque

SODK

3.3 Art. 59a : Indemnités de voyage

Art. 59a, al. 2^{bis} (nouveau)

^{2bis} L'ODM peut verser une indemnité de voyage de 500 francs au plus à toute personne détenue sur la base des art. 75 à 78 LEtr qui se déclare disposée à quitter la Suisse de manière autonome. L'indemnité de voyage est versée seulement après la conduite d'un entretien de départ conformément à l'art. 59a^{ter}.

Approbation

Kantone: AI, AR, BE (eher zustimmend), BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU (eher zustimmend), NE, NW, SG, SH, SZ (eher zustimmend), TI, UR (eher zustimmend), VD, VS, ZG, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP

Interessierte Kreise: Caritas, CP, EKM, FIMM, FMH, IOM, SFH, SGB, SGV, SRK, SSV, TS, UNHCR, VKM

BS: begrüsst die vorgeschlagene Regelung zum erweiterten Reisegeld an Personen in Administrativhaft. Die Erfahrungen von Basel-Stadt im Ausschaffungsgefängnis Bässlergut mit dem "Detention Project" des SRK haben gezeigt, dass in der Haft eine Rückkehrberatung allein nicht genügt, um die Rückkehr ins Herkunftsland als reale Perspektive zu stärken. Ein finanzieller Anreiz, welcher den Betroffenen eine Rückkehr in minimaler Würde ermöglicht, ist unumgänglich.

BL, ZG sind der Meinung, dass das erhöhte Reisegeld von maximal 500 Franken für sich allein kaum eine in Haft befindliche Person zur Ausreise bewegen kann. Ausserdem ist ZG der Auffassung, dass es schwierig abzuschätzen ist, ob ein Betrag in der Höhe von 500 Franken ausreicht.

SFH: begrüsst grundsätzlich die neu vorgesehene Flexibilität beim Reise- und Ausreisegeld, sie entspricht einem Vorschlag, den die SFH schon wiederholt im Rahmen der Diskussion um mögliche Rückkehranreize vorgebracht hat. Allerdings sind die Ansätze relativ tief – gerade beim Reisegeld von 500 Franken ist nicht sicher, ob dieser Betrag geeignet ist, um eine Person zur selbstständigen Ausreise zu bewegen. Das Rückkehrgeld könnte für den Betroffenen die Möglichkeit eröffnen, die Ausreiseverpflichtung zu akzeptieren, ohne das Gesicht zu verlieren.

Rejet

Kantone: AG (eher ablehnend), OW, SO, TG

Parteien: SVP

Interessierte Kreise: chgemeinden, Sösf

OW, SO, TG, chgemeinden: Ganz allgemein werden sämtliche Bemühungen begrüsst, welche zur nachhaltigen Ausreise von weggewiesenen Personen führen. Die Ausrichtung des Reise- und des Ausreisegeldes schwächt die Rückkehrhilfe, denn auch zunächst unkooperative Personen können nach der Anordnung von fremdenpolizeilichen Massnahmen (Anordnung von Administrativhaft) immer noch von der Auszahlung eines relativ hohen Geldbetrages (Fr. 500.-) ausgehen. Es stellt sich hier schon die Frage, weshalb diese Personen dann auf die Angebote der Rückkehrhilfe noch eingehen sollen, zumal mit einer Verweigerungshaltung angesichts der Hindernisse bei der zwangsweisen Rückführung auch aus Sicht der Betroffenen wertvolle Zeit gewonnen werden kann. Dieser Weg soll auf keinen Fall gegenüber der freiwilligen Ausreise noch einladender gestaltet werden.

Wenig hilfreich ist auch der Umstand, dass kein Zeitlimit für den Bezug des Ausreisegeldes vorgesehen ist. Ohne Definition eines solchen könnten wohl auch Person mit auffälligstem Verhalten und trotz groben Verstössen gegen die Rechts- und Gesellschaftsordnung auch nach vielen Jahren noch davon profitieren. Im Weiteren ist zwar geregelt, dass das Ausreisegeld im Heimatland ausbezahlt wird. Konkretisiert wurde diese Formulierung jedoch nicht. Es darf nicht sein, dass eine Person mit dem Ausreisegeld bspw. ein Flugticket für die Wiedereinreise in den Schengenraum bzw. Rückkehr in die Schweiz bezahlen kann.

Zudem erscheinen die für die Beantragung eines Ausreisegeldes verlangten kumulativen Bedingungen wenig klar formuliert.

Aucune remarque

SODK

Propositions

SZ, Caritas: Personen, die sich gestützt auf Artikel 75 Absatz 1 Bst. g und h AuG in Haft befinden, sollten jedoch weiterhin von einem Reisegeld ausgeschlossen bleiben.

ZG: Der maximale Betrag sollte von 500 Franken auf 1'000 Franken erhöht werden.

IOM: schlägt vor, den Artikel zum erhöhten Reisegeld um einen Absatz erweitern, dass das Reisegeld für Personen, welche innerhalb von 6 Monaten wiederholt in die Schweiz einreisen, gekürzt wird.

3.4 Art. 59a^{bis} : Indemnité de départ (nouveau)

Art. 59a^{bis} Indemnité de départ (nouveau)

¹ L'ODM peut verser une indemnité de départ de 2000 francs au plus à toute personne tenue de quitter la Suisse et exclue de l'aide au retour en vertu de l'art. 64, al. 1.

² La personne tenue de quitter la Suisse doit être disposée à participer à l'obtention des documents de voyage nécessaires et à quitter la Suisse.

³ A la demande des cantons, l'ODM statue sur le versement d'une indemnité de départ. A cet effet, le canton doit justifier:

a. qu'il a entrepris à temps toutes les démarches nécessaires à l'obtention des documents de voyage et mené un entretien de départ, conformément à l'art. 59ater, avec les personnes détenues sur la base des art. 75 à 78 LETr; et

b. que l'obtention des documents de voyage prendra probablement plus de six mois; ou

c. que la personne devant être renvoyée a refusé au moins un rapatriement sous escorte policière dans son pays d'origine ou a été placée en détention sur la base des art. 75 à 78 LETr.

⁴ L'indemnité de départ ne peut pas s'ajouter à l'indemnité de voyage visée à l'art. 59a, al. 2bis.

⁵ L'indemnité de départ est versée par la représentation suisse présente dans le pays d'origine ou le pays tiers concerné ou par l'organisation internationale mandatée par l'ODM.

Approbation

Kantone: AI, AR (eher zustimmend), BE, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU (eher zustimmend), NE, NW, SG, SH (eher zustimmend), SZ (eher zustimmend), TI, VD, VS, ZG

Parteien: FDP, SP

Interessierte Kreise: Caritas, CP, EKM, FIMM, FMH, IOM, SFH, SGB, SGV, SRK, SSV, TS, UNHCR, VKM

AR: stimmt grundsätzlich zu, befürchtet jedoch, dass mit der Ausrichtung eines Ausreisegeldes der Anreiz zur vorzeitigen selbständigen Ausreise mit Rückkehrhilfe oder mit einem Reisegeld gefährdet wird

BS: Der Vorschlag, in Ausreisegesprächen nicht nur ein erweitertes Reisegeld von max. 500 Franken einzusetzen, sondern in Fällen von komplizierter, langwieriger Papierbeschaffung die Kooperation der Betroffenen mit einem Ausreisegeld von max. 2'000 Franken zu erwirken, ist ebenfalls sinnvoll. Zu berücksichtigen sind hier die durchschnittlichen Lebenshaltungskosten in den Herkunftsländern und eine entsprechende Abstufung des Ausreisegeldes.

GE: estime qu'il s'agit d'une proposition judicieuse puisqu'elle offre aux personnes concernées la possibilité d'un retour au pays sans se trouver dans le dénuement total et leur évite de s'exposer à un renvoi forcé. La somme proposée devrait également permettre à la personne concernée d'envisager une réinsertion durable dans son pays d'origine. Le canton de Genève est d'autant plus favorable à cette disposition, qu'elle présente une forte analogie avec ce qu'il a développé dans le cadre du projet Maghreb.

TI: l'apertura ad un aiuto finanziario quale incentivo alle persone in detenzione amministrativa per facilitare i rientri volontari (con relativa diminuzione dei costi creati dai voli speciali o soggiorno prolungati in carcere), corrisponde anche a un progetto „Detenzione CRS“ attualmente in corso nel nostro Cantone.

CP, SGV: approuvent l'introduction d'un nouveau forfait pour autant qu'elle demeure circonscrite et qu'elle vise bien à accélérer et à améliorer l'exécution des renvois.

LU, SH: allerdings ist bei der Ausrichtung von Rückkehrhilfebeträgen im Asylbereich immer auch die Tatsache im Auge zu behalten, dass solche finanziellen Leistungen dazu führen können, dass die Schweiz als Asylland attraktiver wird (Gefahr der Fehlanreize). Rückkehrhilfen dürfen in keinem Fall die Kosten übersteigen, die potenzielle Asylsuchende für eine Reise in die Schweiz aufwenden müssen.

SP: kann die von anderer Seite bereits vorgebrachten Bedenken gegen das Ausreisegeld gut nachvollziehen und ist sich der Zweischneidigkeit dieses Ansatzes bewusst. Sie hat jedoch Vertrauen in das Augenmass der Behörden bei der Anwendung dieser Möglichkeit und geht davon aus, dass Missbrauch so ausgeschlossen werden kann.

SRK: begrüsst aufgrund der Erfahrungen im Rahmen des Projekts „Detention“ (Perspektiven- und Rückkehrberatung in der Administrativhaft) die Einführung eines Ausreisegeldes. Die Ausrichtung des Ausreisegeldes nach der effektiv erfolgten Rückkehr in das Herkunftsland wird sehr unterstützt. In diesem Zusammenhang möchte das SRK anregen, dass die Bemessung und Ausrichtung der finanziellen Unterstützung des gesamten Rückkehrbereichs in das Herkunftsland verlegt wird. Sollte in Zukunft die Bemessung und Ausrichtung der finanziellen Unterstützung ganz ins Herkunftsland verlegt werden, so wäre zu überprüfen, ob nicht alle Personen in Ausschaffungshaft diese Unterstützung in Anspruch nehmen könnten.

SFH: begrüsst grundsätzlich die neu vorgesehene Flexibilität beim Reise- und Ausreisegeld, sie entspricht einem Vorschlag, den die SFH schon wiederholt im Rahmen der Diskussion um mögliche Rückkehranreize vorgebracht hat. Allerdings sind die Ansätze relativ tief. Dennoch erachtet die SFH diese Möglichkeit als Schritt in die richtige Richtung, insbesondere weil sich auch gezeigt hat, dass Ausreisepflichtige sich häufig erst dann mit der Rückkehrproblematik auseinandersetzen, sofern sie in Haft sind, oder ihnen Zwangsmassnahmen angedroht wurden. Für diese Fälle könnte das Rückkehrgeld den Betroffenen die Möglichkeit eröffnen, die Ausreiseverpflichtung zu akzeptieren, ohne das Gesicht zu verlieren.

Rejet

Kantone: AG, BL, OW, SO, TG, UR, ZH

Parteien: SVP, MCR

Interessierte Kreise: chgemeinden, SGV, Sosf,

BL, OW, SO, TG, UR, MCR, SVP, chgemeinden: Es ist das falsche Signal, wenn Renitente, die bereits in Ausschaffungshaft sind, nach Verweigerung der Ausreise noch ein Ausreisegeld von 2'000 Franken beanspruchen können. Es besteht die Gefahr, dass damit ein Fehlanreiz für weitere „Wirtschaftsflüchtlinge“ geschaffen wird. Die Praxis zeigt, dass dort, wo Sonderflüge regelmässig möglich sind, die allermeisten Ausschaffungen ohne ein derart hohes Ausreisegeld auf einem Linienflug erfolgreich sind. Deshalb müsste viel mehr Druck mit durchführbaren Sonderflügen realisiert werden.

AG: Im Ergebnis werden damit Personen finanziell belohnt, die sich bislang ihrer im rechtsstaatlichen Verfahren auferlegten Ausreisepflicht mit unkooperativem Verhalten widersetzt haben.

BL: Grundsätzlich ist bei Personen in Haft gegen ein (zusätzliches) Ausreise- respektive Beratungsgespräch nichts einzuwenden. Über die Inhalte sowie die Abgeltung werden Bund und Kantone aber noch zu verhandeln haben (im Rahmen von Artikel 68a "Bundesbeiträge für Zusatzaufgaben" des Revisionsentwurfs).

ZH: lehnt ab, dass Personen, die ihre Mitwirkungspflicht verletzt haben und sich der Verpflichtung zur Ausreise widersetzen, während der Ausschaffungshaft bis zu 2'500 Franken in Form eines Reise- bzw. Ausreisegeldes erhalten.

Sosf: Konkret geht es hierbei vornehmlich um Nothilfebezüger -innen, welche einer freiwilligen Rückführung vorgängig nicht zugestimmt haben. Diesen Menschen ein Ausreisegeld in Aussicht zu stellen und sie dadurch zur Rückkehr bewegen zu wollen, ist blauäugig und verkennt Realitäten: das Problem der allermeisten in der Nothilfe gestrandeten Personen ist, dass sie nicht zurückkehren können. Neu geschaffende finanzielle Anreize werden an diesem Umstand wenig ändern. Die Absicht, «dass die betroffenen Personen die Schweiz [dadurch] eher und früher verlassen», wird nicht erreicht werden. Die Nichtannahme des Ausreisegeldes als Legitimation für eine womöglich folgende Zwangsausschaffung anzuführen, ist gänzlich inakzeptabel. Mittels einer ausgebauten Rückkehrhilfe die Probleme einer restriktiven Asyl- und Zulassungspolitik lösen zu wollen, ist ein falscher, da äusserst kurzfristig veranlagter Ansatz. Sosp lehnt deshalb die aktive

Rückkehrförderung als Konzept zur Migrationskontrolle ab und zweifelt die Wirksamkeit erhöhter Bezugsmöglichkeiten im beabsichtigten Sinn stark an.

Aucune remarque

SODK

Propositions

GE: est d'avis que, contrairement à ce qui est proposé à l'alinéa 4, l'indemnité de départ devrait pouvoir être cumulée avec l'indemnité de voyage.

SZ, VD (sinngemäss), **Caritas:** Personen, die sich gestützt auf Artikel 64 Absatz 1 Bst. b und d AsylV 2 wegen massiver Straftaten oder umfangreicher eigener Vermögenswerte von der Rückkehrhilfe ausgeschlossen sind, sollen jedoch weiterhin von einem Ausreisegeld ausgeschlossen werden.

SG: Es ist indessen darauf zu verzichten, dass die Kantone jeweils einen begründeten Antrag um Ausrichtung der Ausreisegelder einreichen müssen. Die in Absatz 3 aufgeführten Kriterien, die durch die Kantone darzulegen sind, sind beim BFM ebenfalls dokumentiert und jederzeit über ZEMIS abrufbar. SG schlägt daher vor, Artikel 59 a^{bis} Absatz 3 Satz 1 AsylV 2 wie folgt anzupassen: *"Das BFM entscheidet auf formlosen Antrag der Kantone über die Ausrichtung des Ausreisegeldes. Hierfür sind folgende Voraussetzungen notwendig:"*

3.5 Art. 59a^{ter} : Entretien de départ (nouveau)

Art. 59a^{ter} Entretien de départ (nouveau)

¹ Dans l'entretien de départ, les personnes détenues sur la base des art. 75 à 78 LEtr sont informées de leurs perspectives après le retour et de leur possibilité d'obtenir une indemnité de voyage ou de départ.

² L'ODM peut conclure, avec les cantons ou avec des tiers, des contrats de prestations portant sur la réalisation des entretiens de départ.

Approbation

Kantone: AI, AR, BE, BS, BL, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG (eher zustimmend), SH, SZ, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP

Interessierte Kreise: Caritas, chgemeinden, CP, EKM, FIMM, FMH, IOM, SFH, SGV, SRK, SGB, SSV, TS, UNHCR, VKM

BS: Eine Beteiligung des Bundes an den Lohnkosten von qualifiziertem Beratungspersonal für die Ausreisegespräche müsste den Kantonen im Rahmen der Rückkehrhilfe (Artikel 68 Absatz 3 AsylV 2) angepasst vergütet werden.

ZH: Positiv zu beurteilen ist die Einführung eines Ausreisegesprächs mit Personen in Administrativhaft sowie die Möglichkeit des Bundes, mit den Kantonen oder Dritten Absprachen zur Durchführung von zusätzlichen Aufgaben im Rückkehrhilfebereich zu treffen (Artikel 68a AsylV 2), die nicht unter die Rückkehrberatung fallen.

SH: Es ist nicht klar ersichtlich, ob und inwieweit die Kantone über Spielraum beim Abschluss einer entsprechenden Leistungsvereinbarung verfügen bzw. den Abschluss einer solchen auch verweigern könnten. Der neue Artikel 59a^{ter} AsylV 2 darf jedenfalls keine Grundlage dafür bieten, den Kantonen das Führen von Ausreisegesprächen ohne vollumfängliche Entschädigung aufzuzwingen.

SFH, Caritas (sinngemäss): hat wiederholt darauf hingewiesen, dass Rückkehrberatung möglichst nicht durch Stellen erbracht werden sollte, die den Vollzugsbehörden angegliedert sind. SFH geht davon aus, dass eine unabhängige Rückkehrberatung von den Betroffenen besser akzeptiert werden kann.

SZ: befürwortet das Ausreisegespräch grundsätzlich. Von einem solchen sollen diejenigen Personen ausgenommen werden, die entweder wegen eines Verbrechens verurteilt wurden oder wegen Bedrohung oder Gefährdung strafrechtlich belangt worden sind.

UNHCR: begrüsst, dass analog der Rückkehrberatung künftig in der Administrativhaft Ausreisegespräche angeboten werden können, da Änderungen die es ermöglichen, dass Personen nicht unter Anwendung von Zwang ausgeschafft werden müssen, dazu beitragen können, dass auch Personen, die sich illegal in der Schweiz aufhalten, in Sicherheit und Würde zurückkehren können. Oft hilft eine individuelle Beratung oder ein individuelles Gespräch dabei, dass sich der Entschluss selbständig auszureisen durchsetzen kann. Ein solcher Ansatz kann auch dazu beitragen, den Start nach der Rückkehr ins Herkunftsland zu erleichtern. In Bezug auf die vorgeschlagenen Leistungsvereinbarungen möchte UNHCR die Schweiz dazu auffordern, sicherzustellen, dass solche Vereinbarungen Vorgaben enthalten bezüglich der Ausbildung der mit den Ausreisegesprächen befassten Personen. So sollten diese insbesondere Expertise nicht nur in Bezug auf die Rückkehrmodalitäten haben, sondern auch in Bezug auf mögliche Schutzbedenken.

Rejet

Kantone: AG, OW, SO, TG

Parteien: SVP

Interessierte Kreise: Sosf

Sosf: Die Einführung eines Ausreisegesprächs während der Administrativhaft stellt hierbei eine der kritischsten Änderungen dar. Obgleich dessen Durchführung möglicherweise durch Dritte (und somit Vertreter -innen von NGO's, wie schon beim System der Rückkehrberatung) übernommen wird, haben dieselben z.B. keinerlei Entscheidkompetenz über die tatsächliche Gewährung des Reise- oder Ausreisegeldes.

Aucune remarque

SODK

Propositions

BS: Eine Beteiligung des Bundes an den Lohnkosten von qualifiziertem Beratungspersonal für die Ausreisegespräche müsste den Kantonen im Rahmen der Rückkehrhilfe (Artikel 68 Absatz 3 AsylV 2) angepasst vergütet werden.

UR: Das Ausreisegespräch soll bereits im Rahmen der Hafteröffnung erfolgen, wobei davon ausgegangen wird, dass die rechtsstaatliche Prüfung gewährleistet bleibt. Mit dem frühzeitigen Ausreisegespräch kann erreicht werden, dass die Vollzugsbehörden nicht noch mehr Aufwand in Kauf nehmen müssen, indem sie beispielsweise den Dolmetscherdienst zweimal aufbieten müssen.

3.6 Art. 68a : Subventions fédérales pour tâches supplémentaires

Art. 68a Subventions fédérales pour tâches supplémentaires

¹ L'ODM peut conclure des accords avec les cantons ou avec des tiers en vue d'accomplir des tâches supplémentaires qui ne tombent pas sous le coup de l'art. 66.

² Ces tâches supplémentaires comprennent notamment la réalisation d'enquêtes spécifiques, des activités de conseil et d'information, de même que de tâches nécessitant des connaissances techniques spécifiques.

³ L'accomplissement de ces tâches supplémentaires et leur indemnisation sont réglementés dans le cadre des accords conclus entre l'ODM et les cantons ou les tiers auxquels sont confiées ces tâches.

⁴ Les cantons ou les tiers peuvent soumettre à l'ODM des projets régis par les al. 1 et 2. L'ODM s'exprime sur le bien-fondé desdits projets et décide de leur financement.

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG (eher zustimmend), SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP, SVP (eher zustimmend)

Interessierte Kreise: Caritas, chgemeinden, CP, FMH, SFH, SGV, SRK, SSV, TS, EKM, UNHCR, VKM

SZ: erachtet als wichtig, dass eine konsequente Erfolgskontrolle stattfindet.

VD: souhaite que l'ODM ne conclue d'éventuels contrats de prestations avec des tiers qu'avec l'accord des cantons concernés afin de tenir compte des spécificités d'organisation de chaque canton, et notamment de permettre à un canton de se voir confier certaines tâches s'il le souhaite, plutôt que de les attribuer à des tiers.

ZH: begrüsst die Möglichkeit des Bundes, mit den Kantonen oder Dritten Absprachen zur Durchführung von zusätzlichen Aufgaben im Rückkehrhilfebereich zu treffen, die nicht unter die Rückkehrberatung fallen.

SVP: Die kantonalen Rückkehrberatungsstellen führen bereits heute Beratungs- und Informationstätigkeiten für Personen des Asylbereichs durch. Ein allenfalls erforderlicher Ausbau ist den kantonalen Rückkehrberatungsstellen zu übertragen und zusätzlich abzugelten. Dies macht auch insofern Sinn, als dass diese mit den Dossiers vertraut sind und die entsprechende Übersicht haben. Eine Auslagerung von Rückkehrberatungsaufgaben an Dritte würde die Kosten für die Rückkehrberatung weiter und bedeutend erhöhen.

Aucune remarque

IOM, FIMM, SGB, SODK, Sosp

Propositions

SG: Die Entschädigungsfrage ist nicht geregelt. Wir beantragen, dass konkret erwähnt wird, wie hoch die Entschädigung im Rahmen dieser Leistungsvereinbarung sein wird, und schlagen vor, sich dabei an die Regelung in Artikel 68 AsylV 2 (Bundesbeiträge für die Rückkehrberatung) anzulehnen, d.h. die Verwaltungs- und Personalkosten müssen durch eine Pauschale gedeckt sein.

3.7 Art. 74 : Versement

Art. 74, al. 4 et 5

⁴ L'aide complémentaire matérielle s'élève en principe à 3000 francs au maximum par personne ou famille. L'ODM peut augmenter cette aide jusqu'à 5000 francs au maximum pour les personnes ayant des besoins particuliers en matière de réintégration dans le pays de destination sur le plan personnel, social ou professionnel.

⁵ En présence de cas de rigueur, notamment s'agissant de personnes susceptibles d'être considérées comme vulnérables en raison de leur situation familiale, de leur âge ou de leur état de santé, l'aide complémentaire matérielle peut aussi être accordée à des personnes qui séjournent en Suisse depuis moins de trois mois.

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP

Interessierte Kreise: Caritas, chgemeinden, CP, FIMM, FMH, SFH, SGV, Sosp, SRK, SSV, TS, IOM, SGB, EKM, UNHCR, VKM

SZ, SFH, SSV, Caritas: begrüssen die Flexibilisierung der individuellen Rückkehrhilfe. Dem Einzelfall kann so vermehrt Rechnung getragen werden.

SH: allerdings ist bei der Ausrichtung von Rückkehrhilfebeträgen im Asylbereich immer auch die Tatsache im Auge zu behalten, dass solche finanziellen Leistungen dazu führen können, dass die Schweiz als Asylland attraktiver wird (Gefahr der Fehlanreize). Rückkehrhilfen dürfen in keinem Fall die Kosten übersteigen, die potenzielle Asylsuchende für eine Reise in die Schweiz aufwenden müssen. Die recht hohen Beträge, die in den Artikeln 59a^{bis} Absatz 1

und Artikel 74 Absätze 4 und 5 AsylV 2 vorgesehen werden, sind deshalb mit der gebotenen Zurückhaltung zu gewähren.

Rejet

Kantone: GR

Parteien: SVP

GR, SVP: erachten die erweiterte Ausrichtung von Rückkehrhilfeleistungen in verschiedener Hinsicht als problematisch. Es kann nicht die Aufgabe des Bundes bzw. des Bundesamtes für Migration sein, Personen aus dem Asylbereich während oder nach zum Teil sehr aufwändigen und kostspieligen Asylverfahren kumulativ die berufliche Integration und Mietzahlungen/Renovationen zu finanzieren sowie die Herkunftsstaaten aus der Pflicht zu nehmen. Eine Ausweitung derartiger Leistungen wird als nicht zielführend erachtet. Vielmehr sollen diese Leistungen in einzelne Entwicklungsprojekte integriert werden. Die heute bestehende Formulierung des Artikels 74 soll deshalb nicht geändert werden.

Aucune remarque

SODK

Propositions

IOM: begrüsst diesen Artikel und möchte anregen, dass man eine grössere Unterscheidung zwischen Einzelpersonen und Familien macht und die Zusatzhilfe ggf. für Familien noch erhöht. Die Erfahrung zeigt, dass gerade für Familien die in Hochpreisländer (bspw. Nigeria, Angola, Irak) zurückkehren, die jetzige Rückkehrhilfe nicht ausreichend ist. Die Aufstockung auf 5'000 Franken ist sehr zu begrüssen, aber bei grösseren Familien wird auch das nicht immer ausreichend sein, um die soziale und berufliche Reintegration zu gewährleisten, da es kaum möglich ist, Schulgeld, Wohnung und ein Kleinstprojekt für eine mehrköpfige Familie mit 5'000 Franken abzudecken.

SRK: regt an, um die Wirksamkeit dieser Unterstützung zu erhöhen, dass die Bemessung und Ausrichtung dieser Zusatzhilfe erst nach der Rückkehr in das Herkunftsland erfolgt (entsprechende Ergänzung des Artikels).

3.8 Art. 74a : Frais de départ

Art. 74a, al. 1

Abrogé

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP

Interessierte Kreise: Caritas, chgemeinden, CP, EKM, FIMM, FMH, IOM, SFH, SGB, SGV, Sösf, SRK, SSV, TS, UNHCR, VKM

SFH: begrüsst, dass der Bund neu die Kosten für die Gepäckbeförderung auch bei Personen vergütet, welche mit Rückkehrhilfe ausreisen (nArt. 59 Absatz 1 lit. c AsylV 2).

Rejet

Kantone: GR

Parteien: SVP

GR: Eine mögliche generelle Ausweitung der bestehenden umfangreichen Rückkehrhilfeleistungen, welche bereits nach einem kurzfristigen Aufenthalt in der Schweiz in Anspruch genommen werden können, wird abgelehnt. Die Ausweitung der bestehenden Leistungen wird die Attraktivität der Schweiz als Asyl- bzw. Einwanderungsland zusätzlich steigern, was kontraproduktiv ist. Die heutige Formulierung von Artikel 59 Absatz 1 lit. c sowie auch von Artikel 74a Absatz 1 ist deshalb beizubehalten.

Aucune remarque

SODK

3.9 Art. 76 : Départ dans un Etat tiers

Art. 76, al. 2 (complété)

² Aucune aide au retour individuelle n'est octroyée lorsque la personne concernée poursuit sa route vers un Etat de l'UE ou de l'AELE ou encore vers un Etat tiers, tel que les Etats-Unis, le Canada ou l'Australie, ni aux ressortissants de ces Etats.

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP, SVP

Interessierte Kreise: Caritas, chgemeinden, SFH, SRK, SSV, UNHCR, VKM

Aucune remarque

CP, EKM, FIMM, FMH, IOM, SGB, SGV, SODK, Sosp, TS

3.10 Article 76a Départ dans un Etat non soumis à l'obligation de visa (nouveau)

Art. 76a Départ dans un Etat non soumis à l'obligation de visa (nouveau)

¹ Sont exclus de l'aide au retour individuelle et médicale ainsi que de l'aide complémentaire matérielle:

- a. les ressortissants d'un Etat non soumis à l'obligation de visa en cas de séjour de trois mois au plus;
- b. les personnes qui poursuivent leur route vers un Etat visé à la let. a.

² L'ODM peut accorder des exceptions pour les personnes ayant des besoins particuliers en matière de réintégration dans le pays de destination sur le plan personnel, social ou professionnel.

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP, SVP

Interessierte Kreise: Caritas, chgemeinden, IOM, SRK, SSV, UNCHR, VKM

GE: préconise une application souple des exceptions prévues à l'alinéa 2.

SRK: mit der in Absatz 2 erwähnten Ausnahme ist der Ausschluss in Absatz 1 zulässig und nachvollziehbar.

UNHCR: es sollte sichergestellt sein, dass bei vorliegendem Schutzbedarf keine frühzeitige Orientierung auf eine Rückkehr gelegt wird und andere Möglichkeiten, wie die vorläufige Aufnahme, nicht in den Hintergrund gedrängt werden.

Rejet

Interessierte Kreise: SFH (eher ablehnend)

SFH: Statt eines generellen Ausschlusses mit Ausnahmen nur in Spezialfällen wäre eine umgekehrte Regelung zu bevorzugen: Grundsätzlich ist Rückkehrhilfe auch für Personen aus visumsbefreiten Staaten möglich, ausser wenn dies offensichtlich nicht notwendig oder angemessen wäre. Diese Regelung würde die Verhältnismässigkeit wahren und es genauso ermöglichen, auf Missbrauchsfälle zu reagieren.

Aucune remarque

CP, EKM, FIMM, FMH, SGB, SGV, SODK, Sosp, TS

Propositions

IOM: möchte anregen, dass die medizinische Rückkehrhilfe nicht von der Tatsache abhängig gemacht wird, ob ein Asylsuchender aus einem visumsbefreiten Land kommt oder nicht. Medizinische Rückkehrhilfe sollte allen Rückkehrenden, die diese benötigen, gewährt werden.

4. Modification de l'ordonnance sur l'intégration des étrangers (OIE)

4.1 Art. 18 : Forfait d'intégration

Art. 18, al. 2

Abrogé

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, NE, NW, OW, SH, SO, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: MCR, SP, SVP

Interessierte Kreise: Caritas, chgemeinden, CP, EKM, FIMM (eher zustimmend), SFH, SGV, SODK, Sosp (eher zustimmend), SRK, SSV, TS, UNHCR, VKM

BS, ZH: Die Integrationspauschale sollte erhöht werden, da insbesondere Arbeitsintegrationsprogramme teuer sind.

Rejet

Kantone: BE, LU, SG

Parteien: FDP (eher ablehnend)

Interessierte Kreise: SGB

BE, LU, SG, FDP: Die erfolgreiche Integration von vorläufig aufgenommenen Personen und Flüchtlingen in den Arbeitsmarkt sollte weiterhin entsprechend honoriert werden.

Aucune remarque

SZ, FMH, IOM,

Propositions

EKM, Sosp, UNHCR: Angesichts der festgestellten Fehlanreize ist allerdings fraglich, ob die geplante Aufhebung von Artikel 18 Absatz 2 VintA ausreicht, um die diese zu korrigieren, oder ob es nicht weiterer Massnahmen bedürfte.

SGB, Sosf: es sollte eine breiter angelegte Reflexion und Diskussion über tatsächlich integrationsfördernde Massnahmen stattfinden, (SGB) afin de mieux pouvoir valoriser et surtout diffuser les plus efficaces d'entre elles à l'ensemble des cantons.

5. Modification de l'ordonnance sur l'exécution du renvoi et de l'expulsion d'étrangers (OERE)

5.1 Art. 11 : Service aéroportuaire et prestations dans les aéroports

Art. 11 Titre, al. 2, al. 3 et 4 (nouveaux)

Service aéroportuaire et prestations dans les aéroports

² L'ODM peut conclure des règlements d'exploitation du service aéroportuaire avec les autorités compétentes des cantons possédant un aéroport ou avec des tiers. Ce service comprend notamment l'accueil de personnes à l'aéroport et le transport sous escorte policière de personnes à embarquer. Les prestations de service dispensées par les autorités compétentes à l'aéroport ou par des tiers sur mandat de l'ODM font l'objet d'un décompte remis directement aux autorités ou aux tiers concernés.

³ La Confédération verse les forfaits par personne suivants pour l'accueil de personnes à l'aéroport et le transport sous escorte policière de personnes à embarquer:

- a. 300 francs pour les vols de ligne;
- b. 1200 francs pour les vols spéciaux à destination d'Etats tiers ou de pays de provenance.

⁴ L'ODM assure l'accompagnement médical:

- a. sur tous les vols spéciaux pour toutes les personnes devant être renvoyées dans le cadre d'un rapatriement. Les cantons participent, proportionnellement à leurs parts respectives, à la couverture de ces frais pour les personnes relevant de la législation sur les étrangers;
- b. sur les vols de ligne pour les catégories de personnes énumérées à l'art. 92, al. 2, LAsi, pour autant qu'il soit nécessaire.

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP, SVP

Interessierte Kreise: Caritas, chgemeinden, CP, EKM, FMH, SFH, SGV, SRK, SSV, UNHCR, VKM

Les cantons saluent l'indemnisation des services de police aéroportuaires lorsqu'il s'agit de préparer le rapatriement de personnes tant sur les vols de ligne que sur les vols spéciaux. Ils saluent tout spécialement la mise à disposition par l'ODM d'un accompagnement médical systématique lors de rapatriements sur vols spéciaux et, en cas de besoin, lors de rapatriements par vols de ligne.

Rejet

Interessierte Kreise: Sosf

Sosf: stellt sich seit je her grundsätzlich gegen jegliche Art von Zwangsmassnahmen im Asyl- und Ausländerbereich.

Aucune remarque

IOM, FIMM, SGB, SODK, TS

Propositions

BE, ZH: ersuchen um Anpassung von Artikel 11 Absatz 3 der Verordnung. Die Kosten für den Empfang am Flughafen und die polizeiliche Zuführung zum Flugzeug sind höher als 300 Franken bzw. 1'200 Franken pro Person.

TI: verlangt für die Pauschale für Linienflüge einen Betrag von 350 Franken.

SP: findet es essentiell, dass die medizinische Begleitung auf Sonderflügen so ausgestaltet ist, dass das Risiko medizinischer Zwischenfälle so klein wie möglich gehalten werden kann. Es ist deshalb wichtig, dass die Begleitung schon deutlich vor dem Abheben des Flugzeuges beginnt. Artikel 11 Absatz 4 WWA sollte deshalb lauten: „Das BFM stellt die medizinische Voruntersuchung und Begleitung sicher.“

5.2 Art. 15 : Participation aux frais de détention

Art. 15, al. 2

L'ODM peut conclure avec les autorités cantonales compétentes en matière de justice et de sécurité des accords administratifs sur l'exécution de la détention aux termes de l'art. 76, al. 1, let. b, ch. 5, LEtr.

Approbation:

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP, SVP

Interessierte Kreise: Caritas, chgemeinden, SFH, SRK, SSV, UNHCR, VKM

Eine Mehrheit der Kantone ist der Meinung, dass hier genauer definiert werden sollte, wie hoch die Abgeltung des Bundes an die Kantone ist, wenn der Kanton dem Bund Haftplätze zur Verfügung stellt. Heute werden die Kantone mit einer Haftpauschale von 140 Franken pro Tag entschädigt, was kaum kostendeckend ist.

AI, OW, SO: sont en outre d'avis que si la Confédération souhaite exploiter des places de détention administratives dans les cantons en vue du renvoi depuis les centres d'enregistrement, elle devra discuter l'exploitation (ou location) de celles-ci à un prix plus proche des frais d'exploitation réels, soit d'au moins 200 francs par jour.

Rejet

Interessierte Kreise: FIMM, Sosp

FIMM: Zwangsausschaffungen sind erstens menschenrechtlich höchst bedenklich und zweitens für die betroffenen Person auch gefährlich.

Sosp: stellt sich seit je her grundsätzlich gegen jegliche Art von Zwangsmassnahmen im Asyl- und Ausländerbereich. Dass sich das BFM nun künftig stärker an den Haftkosten für Vorbereitungs-, Ausschaffungs- und Durchsetzungshaft beteiligen wird, führt zu mehr Ausschaffungen jeglichen Levels (1, 2 und 4).

Aucune remarque

CP, EKM, FMH, IOM, SGB, SGV, SODK, TS

Propositions

AR, BL, BS, FR, GE, GR, JU, NE, NW, SH, TI, UR, VD, ZG, ZH, SVP, VKM erwarten eine signifikante Erhöhung der Bundespauschale pro Person und Tag als Beteiligung an den Haftkosten (Art. 15 Abs. 1 VVWA). Im erläuternden Bericht stellt der Bund fest, dass die Kosten für einen Administrativhaftplatz gemäss den Angaben der Kantone bei rund 200 Franken pro Tag liegen. Die Vernehmlassungsvorlage des Bundes sieht keine Erhöhung der Haftpauschale für die Kantone vor, obwohl der Bund sich im Klaren darüber ist, dass die aktuelle Pauschale von 140 Franken nicht kostendeckend ist.

SG, TG: demandent que l'indemnisation des frais de détention par la Confédération soit à l'avenir à hauteur des frais d'exploitation réels. **SG** propose que le texte soit complété par la phrase suivante *"...die finanzielle Abgeltung richtet sich nach den effektiven Kosten, welche dem Kanton in der entsprechenden Haftanstalt entstehen"*.

5.3 Art. 15a : Saisie des données dans le domaine des mesures de contrainte

Art. 15a, let. g (nouveau)

Les autorités cantonales compétentes en matière d'étrangers transmettent à l'ODM les données suivantes concernant les rétentions et les détentions ordonnées conformément aux art. 73 et 75 à 78 LEtr dans les domaines de l'asile et des étrangers:

g. pour les mineurs, elles indiquent si une représentation légale a été instituée et si des mesures tutélaires ont été prises.

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: MCR, SP, SVP

Interessierte Kreise: Caritas, chgemeinden, IOM, SFH, SRK, SSV, TS, UNHCR, VKM

ZH, SFH, SSV, TS: begrünnen die Bestärkung der Kinderrechte von in Administrativhaft versetzten Minderjährigen und dient dem Kindeswohl.

GE: salue la proposition qui impose aux cantons d'indiquer à l'ODM pour les mineurs détenus en mesures de contrainte si une représentation légale a été instituée et si des mesures tutélaires ont été prises ; cela étant, la loi cantonale genevoise d'application de la loi fédérale sur les étrangers interdit le placement de mineurs en détention administrative.

IOM: möchte allerdings darauf hinweisen, dass Administrativhaft für Minderjährige laut Kinderrechtskonvention der UNO, die die Schweiz 1991 unterzeichnet hat, generell vermieden werden muss und nur in Ausnahmefällen als letztes Mittel für eine so kurz wie mögliche Zeitspanne eingesetzt werden soll, da Administrativhaft allgemein nicht mit dem Kindeswohl vereinbar ist (Kinderrechtskonvention, Art. 37b). Ausserdem sollten Minderjährige getrennt von Erwachsenen untergebracht werden, ausser es ist dem Kindeswohl zuträglich (Art. 37c).

UNHCR: begrüsst die vorgesehene Übermittlungspflicht zu den getroffenen vormundschaftlichen Massnahmen und der Rechtsvertretung von unbegleiteten Kindern im Bereich der Festhalte- und Haftanordnungen. Diese Massnahme kann dazu beitragen, dass sichergestellt wird, dass unbegleitete Kinder von der gesetzlich vorgesehenen Rechtsvertretung profitieren und die eine Vormundschaft oder Beistandschaft erhalten, wenn sie inhaftiert werden sollen. UNHCR weist daraufhin, dass grundsätzlich allen unbegleiteten Kindern eine Rechtsvertretung und ein Vormund – unabhängig von eventuellen Festhalte- und Haftanordnungen - zugewiesen werden sollte. Zudem spricht sich UNHCR generell gegen die Inhaftierung von Kindern aus dem Asylbereich aus, da dies regelmässig nicht dem Kindeswohl entspricht.

Rejet

Kantone: LU (eher ablehnend)

Parteien: FDP

Interessierte Kreise: FIMM, Sösf

LU: erachtet als fraglich, ob diese Massnahme tatsächlich der Verwirklichung der Kinderrechte dient. Der Vollzug der Ausländergesetzgebung obliegt den Kantonen. Ihre Aufgabe ist es, die Rechtsvertretung und allfällige vormundschaftliche Massnahmen im Zusammenhang mit Minderjährigen sicherzustellen. Eine Meldepflicht ändert daran nichts.

Sie erhöht aber den bereits jetzt sehr grossen administrativen Aufwand der kantonalen Ausländerbehörden und schränkt deren Einsatzmöglichkeiten im Rahmen des Gesetzesvollzugs für die betroffenen Menschen weiter ein. Wir finden es wichtig, die Datenerhebung im Zentralen Ausländersystem auf das zwingend Notwendige zu beschränken.

FDP: comprend l'importance de respecter le droit des enfants mais estime, néanmoins, que les mesures proposées obligerait les services cantonaux compétents à réaliser complètement ces mesures. Sans douter du bien-fondé de la proposition, il lui semble qu'elle est inefficace au vu de l'augmentation de l'investissement cantonal nécessaire à sa réalisation.

FIMM: Zwangsausschaffungen sind erstens menschenrechtlich höchst bedenklich und zweitens für die betroffenen Person auch gefährlich: Sie können grosse körperliche oder psychische Schäden hervorrufen – oder gar zum Tod der betroffenen Person führen. Aus diesem Grund lehnt das FIMM Schweiz die Praxis der Zwangsausschaffungen per se ab.

Sosf: stellt sich seit je her grundsätzlich gegen jegliche Art von Zwangsmassnahmen im Asyl- und Ausländerbereich.

Aucune remarque

CP, EKM, FMH, SGB, SGV, SODK

Propositions

SRK: möchte anregen, dass diese Daten jährlich veröffentlicht werden.

6. Dispositions transitoires de l'OA 2

II

Dispositions transitoires de la modification du...

1. Au moment de l'entrée en vigueur de la présente modification d'ordonnance, les montants des forfaits visés aux art. 22, 23 al. 3 et 26 sont calculés et adaptés à l'état de l'indice suisse des prix à la consommation au 31 octobre 2012.

2. Le calcul, le versement ainsi que les paiements complémentaires et les remboursements des forfaits visés aux art. 20 à 27 concernant la période précédant l'entrée en vigueur de la présente modification d'ordonnance sont régis par l'ancien droit.

Approbation

Kantone: AG, AI, AR, BL, BS, FR, GL, GR, LU, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, UR, VS, ZG, ZH

Parteien: FDP, MCR, SP, SVP

Interessierte Kreise: chgemeinden, SODK

Rejet

Kantone: BE, GE, JU, NE, TI (eher ablehnend), VD

Interessierte Kreise: SSV

Aucune remarque

Caritas, CP, EKM, FIMM, FMH, IOM, SFH, SGB, SGV, Sosf, SRK, TS, UNHCR, VKM

Propositions

SODK: siehe unten Ziff. 7.

7. Entrée en vigueur de la modification de l'OA 2, de l'OIE et de l'OERE

Mit die Übergangsbestimmungen der AsylV2 (siehe Ziff. 6) wird statuiert, dass die vom 1. November 2008 (LIK-Basis der im Verordnungsentwurf aufgeführten Monats-Globalpauschalen: 31. Oktober 2008) bis zum 31. Oktober 2012 aufgelaufene Teuerung für die im Jahr 2013 auszubehandelnden Subventionen berücksichtigt wird.

Nach der SODK, hat die Inkraftsetzung des neuen Finanzierungssystems zwingend auf den Beginn eines Kalenderjahres zu erfolgen.